

## RÉVÉLATIONS AUTOUR DES AFFAIRES DE CORRUPTION

## Ce qu'en pensent les Algériens

**A peine les Panama Papers achèvent-ils de livrer leurs secrets qu'un autre scandale financier éclate : les Liban Papers. Fruits d'investigations journalistiques très pointues, les révélations mettent, une fois de plus, en cause des personnalités algériennes bien connues. Les réactions ne se sont pas fait attendre. Sur les réseaux sociaux, les Algériens se déchaînent. Les propos sont durs, affolants, parfois dépités. Des sentences tombent. Les termes sont crus, souvent similaires à ceux qu'utilisent ces anciens moudjahids, juristes ou hommes politiques que nous avons interrogés ici pour savoir ce que les Algériens pensent de toutes ces affaires de corruption qui éclaboussent nos dirigeants...**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)** - Les faits qui se succèdent sont implacables. Une déferlante, semblant partie pour ne plus s'arrêter. Elle est le résultat d'une longue période d'enquêtes minutieuses menées par un consortium de journalistes dont le seul but est de dévoiler aux gouvernés l'ampleur du phénomène qui gangrène leurs gouvernants. Des masques sont tombés, mettant à nu une réalité qui dépasse le monde politique et s'étend dans les hautes sphères culturelles et sportives. De talentueux journalistes algériens faisant partie du consortium international ont mené en même temps que leurs confrères des investigations qui ont permis de révéler aux Algériens une liste de noms bien précise : Abdeslam Bouchouareb, ministre de l'Industrie et des Mines, le fils de l'ancien président de la République Chadli Bendjedid, la fille du Premier ministre Abdelmalek Sellal, l'épouse de Chakib Khelil, ainsi que plusieurs de ses proches collaborateurs mais également deux cents autres Algériens inconnus, tous éclaboussés par des affaires de transactions financières douteuses. Ceci pour les Panama Papers uniquement. Le nouveau scandale des Liban Papers promet de rallonger cette liste. Selon les informations en cours depuis mercredi, d'autres responsables algériens sont impliqués dans ce genre d'affaires. Certains journaux électroniques avancent, d'ores et déjà, le nom de Ammar Saâdani, secrétaire général du FLN, passant pour le porte-parole officiel de la présidence de la République. Sans tarder, les réseaux sociaux s'emballent. Les réactions permettent au mieux de jauger l'état d'esprit qui règne chez les Algériens. Les mots sont durs, parfois sentencieux, empreints de révolte mais aussi de honte d'avoir à subir «une telle situation qui discrédite les Algériens même si ces révélations ne sont en fait qu'un secret de Polichinelle mis à nu par un monde qui avance inexorablement». Les propos ne manquent pas d'ironie «ne vous inquiétez pas, les zaouïas se chargeront de tout régler», ou d'amertume «ils ont souillé le sang de nos martyrs». Mot pour mot ce que dit Lakhdar Bouragaâ, ce héros de la Révolution algérienne qui n'hésite pas une seconde à réagir aux événements. «Ce n'est pas l'Algérie qui est concernée, mais le système, dit-il. Il est spécialisé dans la corruption. Le phénomène est généralisé, le sujet, presque naturel, est évoqué au quotidien dans tous les milieux de la société. On en parle dans les maisons, les cafés, au travail. Nous avons une véritable mafia, elle est organisée, spécialisée dans la corruption qui touche tous les secteurs. C'est une raison pour laquelle nous ne pouvons pas accéder à cette transparence tant réclamée».

Lakhdar Bouragaâ est triste : «Aujourd'hui, nous ne sommes rien d'autre que les idiots utiles de la région. Utiles à l'Occident qui avance et aux puissances qui n'ont d'autres objectifs que



leurs intérêts. Il n'y a qu'à voir la position de la France on comprend aujourd'hui que la guerre n'a pas pris fin, il s'agissait d'une trêve.» Il poursuit : «Pour toutes ces raisons, le système est devenu maître dans l'art de la diversion nationale en montant des scénarios destinés à détourner l'opinion de leurs affaires. Il n'y a qu'à voir l'affaire *El-Khabar*, ce journal n'était pas dans une casemate à ce que je sache, le pouvoir savait exactement ce qu'il en était, alors pourquoi le besoin d'agir aujourd'hui ?» Notre interlocuteur a du mal à parler de solution : «Comment songer à une solution sans institutions ni président de la République ?» Lakhdar Bouragaâ est connu pour son franc-parler, ses termes crus qui n'offensent pourtant jamais. En pouffant, il raconte l'incident qu'il a vécu une heure avant notre rencontre. L'histoire se déroule mercredi matin au cimetière El-Alia où a lieu une cérémonie à la mémoire de l'émir Abdelkader. «Je me trouvais avec d'anciens compagnons d'armes lorsque débarque un groupe de personnes parmi lesquelles se trouvent des journalistes : à leur tête, Chakib Khelil.»

La présidente de l'association qui a organisé la cérémonie semble prise au dépourvu, raconte-t-il. «D'anciens moudjahids et moi décidons de nous éclipser. L'organisatrice affirme qu'elle n'est pour rien dans cette intrusion, mais nous décidons quand même de quitter les lieux pour éviter d'être impliqués dans une situation que nous ne maîtrisons pas. J'avais l'impression d'être tombé dans une embuscade» conclut-il en riant. Lakhdar Bouragaâ fait partie du groupe des 19 qui a sollicité une entrevue avec le président de la République afin de lui faire part de l'inquiétude des Algériens face à une «mafia qui veut s'emparer du pouvoir». Son appel est resté vain. Tout comme celui de Soufiane Djillali. Le leader de Jil Jadid, engagé dans une initiative commune avec d'autres partis d'opposition et des personnalités désireuses d'œuvrer en vue

d'une sortie de crise, livre ici une analyse pertinente de la situation et revient sur un appel lancé auparavant. Selon lui, «les récentes affaires de corruption ne sont, en fait, que le symptôme d'une déstabilisation très profonde de l'Etat. L'Etat a été investi et infesté par une faune sans foi ni loi qui se sert dans les caisses comme si elles leur appartenaient. Cette situation est le résultat de la politique du Makhzen engagée ces dernières années. La corruption généralisée est un plan programmé pour tenir en laisse l'ensemble des cadres de la nation et garantir la pérennité du régime qui n'a d'autre but que de se perpétuer. Avant le quatrième mandat, j'avais dit que 1,5 million d'Algériens étaient morts pour que l'Algérie vive, mais on veut que l'Algérie meure pour qu'eux vivent».

Cette analyse est en fait partagée par l'ensemble des partis d'opposition. Il y a matière à dire : les affaires de corruption se succèdent, des responsables, hommes d'affaires sont, chaque jour, impliqués dans de nouvelles affaires (Unaoil en Italie, mais en Espagne aussi). Quelle que soit leur obédience, les chefs des mouvements condamnent à chaque sortie publique les responsables des événements. Certains appellent au «jugement de Chakib Khelil», d'autres estiment qu'il ne s'agit que de «l'arbre qui cache la forêt», et tous condamnent une impunité et un laisser-faire qui risquent d'enfoncer le pays dans une crise sans précédent.

M. Taâzibt, un responsable au Parti des travailleurs (PT), nous en parle. «On comprend mieux, dit-il, pourquoi un pays si riche que l'Algérie n'avance pas. On comprend aussi pourquoi la justice ne s'autosaisit pas. En fait, toutes ces affaires ne sont que la partie visible de l'iceberg. Elles jettent l'opprobre sur les affaires de l'Etat. La justice n'étant pas libre de ses mouvements, cette situation va aggraver le manque de confiance entre les dirigeants et les gouvernés. Il faut dire

aussi que c'est le résultat des agissements de lobbies qui font ce qu'ils veulent. Posons-nous la question, comment cet argent est sorti d'ici, d'où provient-il ?»

La justice... M<sup>e</sup> Mecheri en parle justement ici. Célèbre avocat du barreau algérien, il n'hésite pas non plus à s'impliquer dans le débat. «La justice est la base des pays forts, or chez nous, on a tendance à vouloir protéger la corruption. Nous dénonçons en particulier ces nouvelles lois qui tendent à protéger les corrompus. Les amendements apportés au code de procédure pénale en sont un exemple probant. L'article 65 bis 19 au 65 bis 23 est un scandale. Il permet d'inculper n'importe qui (en matière de terrorisme et de corruption) sur la base d'accusations d'un témoin qui se présente sous un faux nom, une fausse adresse. Plus grave encore : quiconque ose dévoiler la véritable identité de ce témoin est soumis à des poursuites pouvant aboutir à plusieurs années de prison et une amende élevée. Pour cette raison nous disons que la loi protège la corruption».

M<sup>e</sup> Mecheri profite de l'occasion pour annoncer qu'une conférence de presse, au cours de laquelle sera débattu le sujet, sera probablement organisée prochainement par le collectif de défense du général Benhadid, maintenu en détention, sans procès, pour avoir osé livrer son opinion sur les dirigeants actuels.

Côté officiel, le silence est total. Les personnes impliquées, les institutions concernées se refusent à tout commentaire et évitent les questions des journalistes. Seule réaction, celle de la présidence de la République qui a décidé d'intenter un procès au journal *Le Monde* pour avoir publié une photo de Bouteflika dans un article sur les Panama Papers alors qu'il n'y est pas impliqué. Le procès se déroulera le 3 juin à Paris. La défense réclame 10 000 euros de dommages et intérêts...

A. C.

Ph. DR.